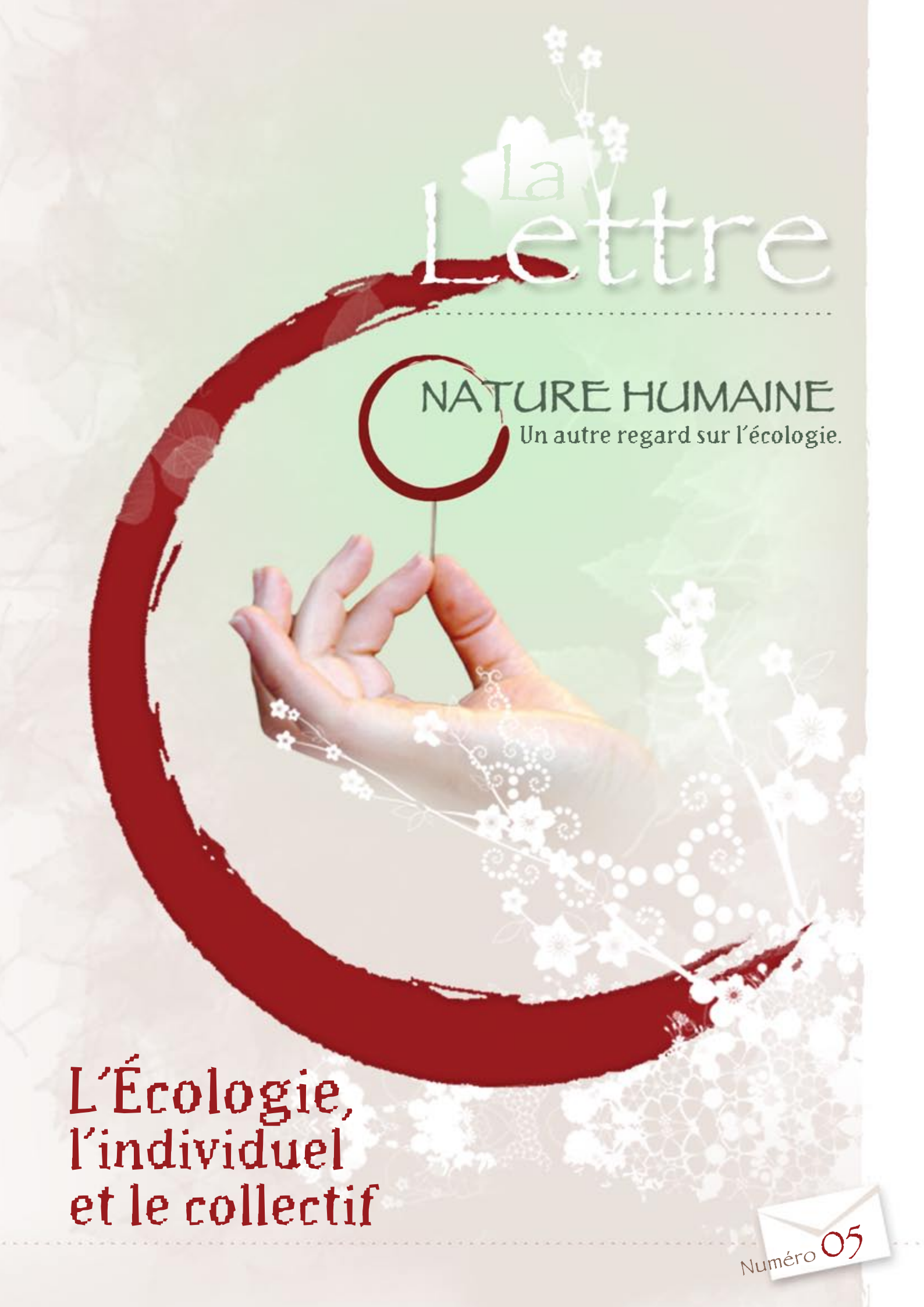




la Lettre

NATURE HUMAINE

Un autre regard sur l'écologie.

L'Écologie,
l'individuel
et le collectif

Numéro 05

La Lettre

NATURE HUMAINE

Édito

Cette 5^e Lettre s'adresse particulièrement à ceux qui agissent mais qui s'épuisent à force de croire que leur action n'a aucun effet sur le phénomène environnemental global et/ou sur l'apathie générale, et à ceux qui n'agissent pas, pour les mêmes raisons.

De nombreuses personnes sont en effet confrontées à leur impuissance face au gigantisme de la crise écologique. Selon l'IFEN, «nombreux sont ceux qui pensent ne pas pouvoir agir efficacement à leur niveau pour lutter contre certains phénomènes, dont l'échelle et les enjeux économiques et politiques leur semblent hors de portée» (sources IFEN, 2002, Cevipof141). Agir par de simples éco-gestes ou des actions locales, bien que cela soit les seules actions accessibles à la plupart d'entre nous, semble dérisoire face à l'ampleur du problème. Alors, «les individus se sentent désemparés, ne sachant pas comment agir ou ayant le sentiment que leur modeste contribution ferait l'effet d'une « goutte d'eau dans l'océan », confirme la sociologue Anaïs Rocci. « Ils témoignent d'un fatalisme vis-à-vis des questions environnementales, justifié par leur faible pouvoir d'action ».

Et parce que le phénomène climatique est ainsi hors de portée, de nombreuses personnes estiment encore que leurs actes ne sont absolument pas responsables du problème environnemental. Un récent sondage (mars 2009) réalisé par LH2 pour le Comité 21, montre en effet que 61 % des personnes interrogées déclarent «avoir des difficultés à faire le lien entre leur action individuelle et les enjeux planétaires». Pour beaucoup, «le lien entre comportement individuel et phénomène global n'est pas établi», confirme Anaïs Rocci. Il nous est par conséquent très difficile de nous responsabiliser. C'est pourquoi, « les attentes vis-à-vis de l'État n'en sont que plus élevées, aussi bien en termes d'information que de capacité à agir concrètement », constate l'IFEN. En effet, « les Français considèrent que c'est à l'État de veiller à l'environnement sans penser qu'ils peuvent y contribuer également », confirme Anaïs Rocci.

Pourtant ce sont bien des millions de «gouttes d'eau» humaines en interactions qui sont à l'origine des problèmes environnementaux. Et donc de leur résolution. Mais quelques ingrédients sont nécessaires :

- 1 • prendre conscience du pouvoir réel de l'action individuelle sur le collectif
- 2 • prendre en compte notre individualisme culturel afin de nous réapproprier notre responsabilité

Pour vous en convaincre, aider à dépasser ce fameux sentiment d'impuissance et à se réapproprier notre pouvoir d'action, Nature Humaine a exploré ces « ingrédients ».

L'association Nature Humaine

Nature Humaine est une association à but non lucratif dont l'objectif est d'agir et d'aider à agir pour la nature et l'Homme, en explorant les facteurs humains et les représentations du monde qui freinent ou au contraire facilitent le changement. Nature Humaine est un creuset où les sciences humaines peuvent se rencontrer autour de l'écologie pour faire émerger une réflexion originale sur notre relation à la nature et à notre propre nature.

La Lettre est sa première action.

www.nature-humaine.fr

La Lettre Nature Humaine

La Lettre a pour objet d'explorer cet espace qui échappe à la raison et au sein duquel se trouve la source principale de nos dysfonctionnements écologiques : notre vision de la vie, nos émotions, nos désirs et espoirs, nos personnalités construites sur nos héritages familiaux et culturels... Les transformations sociales et culturelles auxquelles la crise nous invite ne peuvent se faire sans nous ni en dehors de nous, parce que nous faisons partie du système à transformer. Et parce qu'«il est impossible de résoudre les problèmes avec le même cerveau que celui qui les a causés» (Albert Einstein). La Lettre n'a pas comme but de répondre à tout, mais d'ouvrir l'esprit et la curiosité. Chaque Lettre fera l'objet d'un dossier complémentaire sur le site de Nature Humaine.

La Lettre

Sommaire

NATURE HUMAINE



La Lettre Nature Humaine a besoin de votre soutien !
Pour permettre la gratuité de sa Lettre, Nature Humaine est soutenue par les subventions et les dons.

Pour soutenir ce projet, il suffit d'envoyer un mail à contact@nature-humaine.fr avec vos nom et prénom, la somme que vous souhaitez verser et sous quelle forme. Les coordonnées postales et bancaires de l'association sont sur www.nature-humaine.fr/formulaireadhesion.

Si vous souhaitez devenir membre :
<http://www.nature-humaine.fr/membresetbenevoles>.

RUBRIQUE COMPRENDRE

La dynamique de l'action face à un enjeu collectif

Épisode 1 - Le rôle des pionniers et la contamination positive

Épisode 2 - Le principe des vases communicants : comment le collectif va créer la norme

Épisode 3 - Comment mettre l'individualisme au service de l'écologie

Épisode 4- Prendre en compte les intérêts individuels

RUBRIQUE AUTOUR DU MONDE - L'EXPÉRIENCE VENUE D'AILLEURS

Ces sociétés où la vie collective conditionne l'action

RUBRIQUE ALLER PLUS LOIN DANS L'INATTENDU

Les émotions et les relations individuelles sont une question politique

LES CONTRIBUTEURS DE LA LETTRE

La dynamique de l'action face à un enjeu collectif

Nous avons beaucoup exploré, dans les précédentes Lettres, la dynamique individuelle de l'action et de l'adoption de nouveaux comportements plus écologiques. Or, l'appropriation doit aussi se faire au niveau collectif, à la fois parce que les enjeux sont collectifs, mais aussi pour pérenniser l'appropriation individuelle, et parce que cette « adoption sociale » permet aux couches plus réticentes, moins « pionnières », plus pessimistes quant au changement à effectuer, de s'y mettre à leur tour. Car le groupe permet un réel effet d'entraînement et de codification de normes et habitudes. Explorons cette dynamique collective et la manière dont l'individu s'y inscrit.

En charge du programme biodiversité de l'association au sein de laquelle Rose travaille (Concernant Rose, voir les précédentes Lettres), Grégoire est un biologiste passionné, fin connaisseur de la faune des Alpes. Depuis 30 ans, Grégoire a tout fait : études et explorations sur le terrain de ses espèces favorites, manifestations pour leur préservation, rencontre des décideurs politiques et entreprises en mal d'implantation en milieux fragiles, conférences et rencontres en tout genre, rédaction d'ouvrages de référence, création de réseaux d'associations pour faire poids dans la décision publiques, nombreux coup de gueules, etc. Or voilà que l'épuisement, le doute, la déprime alliés à un profond sentiment d'impuissance le submergent depuis quelques mois. Bref, il se sent un peu seul.



Depuis 4, 5 ans environ, l'écologie est pourtant mise à toutes les sauces. Mais à bien y regarder, Grégoire est loin d'y trouver son compte, car les espèces en danger dont il s'est fait une spécialité, ainsi que les milieux fragiles qui les hébergent, n'ont pas l'air en meilleure forme et les décisions prises à leur intention ne brillent pas par leur nouveauté. Aussi, après 30 ans d'action non stop sur le terrain, Grégoire est désormais submergé par l'idée que son action est dérisoire face à l'ampleur de la crise et à l'ampleur de l'apathie générale. Grégoire souffre bel et bien du « burn out du militant ». Un peu comme un lapin Duracel sans ses piles. Ou comme un élastique qui, à force d'être trop tendu, finit par se rompre.

« Nous considérons parfois que les systèmes sociaux, économiques, ou encore culturels, ont leur existence propre », constate Laurence Barenski, accompagnatrice du changement en entreprise. « Nous pouvons avoir l'impression que ces systèmes nous dominent, que nous sommes bien peu de chose face à leur puissance, qu'ils agissent comme des rouleaux compresseurs qui normalisent, uniformisent.

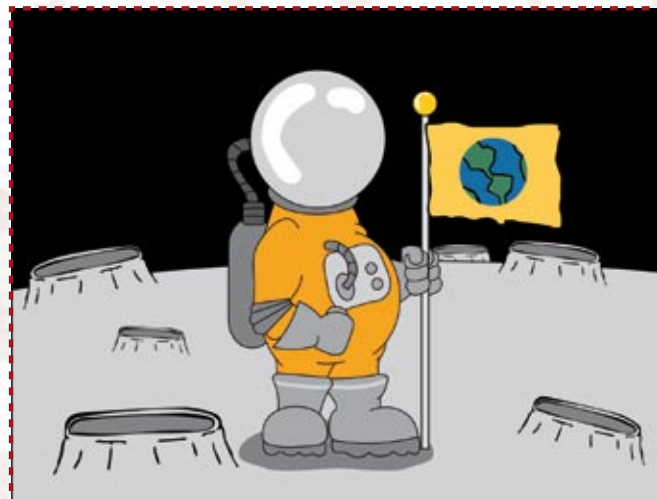
Le « burn out du militant » (ou surmenage) soulève aussi des questions psychologiques que nous avons explorées dans la Lettre n°1 et n°4.

À télécharger sur www.nature-humaine.fr/archives.

C'est vrai. Mais nous ne devons jamais oublier que ces systèmes sont avant tout une production humaine, notre production. Nous leur avons donné naissance, et il nous est également possible de les transformer ». Mais pour cela, il est nécessaire que Grégoire comprenne que son rôle de pionnier de l'écologie, même s'il est parfois ingrat et épuisant, est absolument fondamental.

Épisode I - Le rôle des pionniers et la contamination positive

En matière d'évolution des sociétés, les pionniers sont incontournables : comme force de proposition d'alternatives tout d'abord, et comme vecteurs de contamination des autres groupes sociaux ensuite. Aussi, et ceci est un message à tous ceux qui agissent et qui parfois se sentent un peu seuls (le mot est faible), courage !! Mais un peu d'explication suffira à convaincre tous les Grégoire de la terre.



Des pionniers... aux lambins

Le sociologue américain Everett Rogers a étudié le processus de « diffusion des innovations » qui montre comment les « nouveautés », dont les nouveaux comportements font partie, se diffusent au sein des sociétés et groupes sociaux. Selon lui, la diffusion se fait par appropriation successive par des groupes sociaux de plus en plus larges. Il identifie ainsi plusieurs catégories de personnes au sein d'un public concerné par une même « innovation ».

- Les « innovateurs » sont la petite minorité des pionniers (2,5% de la population concernée) qui expérimentent et s'aventurent en premier. Ce sont des individus qui aiment, dans un domaine donné, expérimenter et créer de nouvelles façons de voir le monde et d'autres modes de vie, apportent de nouvelles idées dans des domaines variés. En général, ils manifestent peu d'intérêt mercantile par rapport à la « nouveauté », et ont le sentiment d'appartenir à une communauté et de partager des valeurs. Par leur action, ils vont influencer fortement l'imaginaire futur lié à l'innovation.
- Les « premiers adoptants » (13,5%) sont ceux qui, ayant une bonne intuition des potentialités de l'innovation et des bénéfices en tout genre qu'ils pourront en tirer, prennent avant les autres le risque de l'adopter. Ils définissent « l'agenda » du développement de l'innovation et créent un effet de démonstration essentiel pour amorcer la diffusion à plus grande échelle. Ce sont également eux qui donnent forme aux clivages entre ceux qui sont « déjà inclus » et « pas encore inclus ».
- La « majorité précoce » (34 %), voisine des « premiers adoptants » est le public le plus facile à conquérir par les « premiers adoptants », même si un temps de réflexion et d'évaluation, voir d'adaptation leur est nécessaire. Lorsqu'il est conquis, c'est ce public qui va déclencher « l'effet boule de neige » vers le reste de la population concernée et donc le basculement vers la normalisation sociale de la nouveauté.

La motivation des pionniers

Elle est sans doute à trouver dans une recherche de cohérence avec eux-mêmes et leurs valeurs et dans un souci de « réenchantement » de leur monde. Ils sont souvent très entiers dans leur pratique des nouveaux comportements, voire militants, et mus par une forte composante émotionnelle là où les premiers adoptants sont déjà plus nuancés, plus rationnels.

Ces trois premiers groupes sociaux sont composés de personnes ayant les ressources matérielles, cognitives ou sociales suffisantes pour prendre la décision de suivre volontairement l'innovation. Par ailleurs, chaque groupe est socio-culturellement proche du précédent et du suivant, ce qui permet la contamination successive. Lorsque le taux d'adoption atteint 50% du public concerné par la nouveauté, l'adoption devient plus lente et difficile et rencontre plus de résistances, les personnes ayant moins de ressources matérielles, cognitives ou sociales pour appréhender le changement :

- La « majorité tardive » (34%) adopte l'innovation plus par nécessité économique ou par pression de l'extérieur (pression sociale ou professionnelle) que volontairement. Ces personnes ont besoin que la nouveauté soit particulièrement accessible (horaires de bus adaptés, vélib', etc), et sont plus sensibles à la fiabilité et à l'efficacité qu'à la nouveauté.
- Enfin, les « lambins » (16%) couvrent deux types de publics : les « retardataires », plutôt traditionalistes qui ne perçoivent pas l'intérêt de la nouveauté et qui ont en plus ou de ce fait du mal à modifier leurs habitudes, et les « réfractaires » qui refusent d'accepter le changement, par peur, incompréhension, résistance de « classe » ou autre, et qui ne l'adopteront que contraints et forcés.



Bon à savoir

Chaque innovation a un public concerné. Les groupes varient en fonction de la nature de l'innovation et ce qu'elle vient combler et résoudre comme problème. Attention, les pourcentages ci-dessus sont définis par Everett Rogers selon des critères purement statistiques, dérivés des propriétés mathématiques de la courbe de diffusion en S. Ils sont indicatifs. Par ailleurs, pour information, ses travaux sont largement utilisés et expérimentés en Marketing.

Ratifier collectivement la décision d'une minorité

La décision individuelle d'opérer un changement n'est donc en quelque sorte que la ratification d'une décision collective prise, au départ, par une minorité. Et la plupart des changements sociaux sont, au départ, l'œuvre de pionniers. Critiques par définition, ces minorités, que le psychosociologue Serge Moscovici qualifie de « minorités actives », vont amener d'autres personnes à accepter le changement, souvent sans qu'elles en aient conscience. Elles seraient en quelque sorte créatrices de culture.

Serge Moscovici formule l'hypothèse qu'il en est de même en matière de diffusion d'éco-comportements. En proposant et adoptant des solutions alternatives, les pionniers puis les premiers adoptants jouent un rôle précieux d'agent novateur et de changement.

Les pionniers du vélo

Selon la sociologue Anaïs Rocci, le vélo ou le co-voiturage constituent bien des « innovations ». Ainsi, ceux qui depuis plusieurs décennies ont adopté ou conservé, malgré le dictat de la voiture et une voirie peu accueillante aux deux roues, la pratique de la bicyclette, sont des pionniers. Ils ont pris un risque au départ, en s'aventurant, seuls, en vélo dans le système du tout-automobile. Les groupes de pressions (politiques et scientifiques), les associations, et certaines autorités publiques avant-gardistes (comme la ville de Lyon avec ses Vélov', puis Paris), dont le rôle a été de faire entendre la nécessité du changement dans nos modes de déplacement, pourraient représenter les premiers adoptants. Ils opèrent un soutien vigilant, font connaître les enjeux et ces nouveaux modes de déplacement et mettent en place les premières alternatives concrètes. Ensuite les majorités précoces et les majorités tardives sont les personnes qui se sont mis à ces nouveaux usages, grâce par exemple à la mise en place des Vélov' et des Vélib' et de voiries adaptées. Avec là encore une gradation dans l'adoption, des plus téméraires aux plus frileux.

Les retardataires, représenteraient ceux qui font toujours usage de leur voiture au quotidien alors qu'ils pourraient s'en passer ; ils ne sont pas contre le changement, mais peinent à modifier leurs pratiques, pour des raisons plus ou moins bonnes (voir sur nos « stratégies pour ne pas changer » la Lettre n°2). Car aujourd'hui l'automobile est encore bien ancrée dans les mentalités comme le mode dominant, et représente toujours la norme sociale de mobilité. Enfin, les réfractaires sont ceux qui s'opposent au changement, et qui ne veulent pas être restreints dans l'utilisation de leur voiture.

De proche en proche, les nouvelles pratiques se diffusent auprès d'un nombre croissant d'individus, ce qui forme alors de nouvelles normes.

Épisode 2 - Le principe des vases communicants : comment le collectif va créer la norme

Martin, voisin de Rose et désormais grand amateur de vélo pliable, a eu bien du mal à laisser sa jolie petite voiture au garage, réservant pendant longtemps les sorties vélos pour le week-end. Non qu'il n'ait pas eu envie d'aller au travail sur son deux roues, bien au contraire, c'est tellement agréable de traverser Paris le nez au vent et d'arriver dans une forme olympique. Mais les moqueries des collègues, les agressions des conducteurs et les inattentions des piétons avaient eu le dernier mot sur ses premières tentatives.



Car la plus grosse difficulté, surtout pour les individus qui n'ont pas une âme de « pionnier » bien accrochée, est de se différencier de la masse et de surmonter les valeurs et références du groupe dominant. Aussi la plupart des individus résisteront aux changements d'autant plus qu'ils devront s'écarter fortement des normes sociales préexistantes.

La caverne de Platon

« Dans une demeure souterraine, en forme de caverne, des hommes sont enchaînés. Ne nous ressemblent-ils pas ? Ils n'ont jamais vu directement la lumière du jour, dont ils ne connaissent que le faible rayonnement qui parvient à pénétrer jusqu'à eux. Des choses et d'eux-mêmes, ils ne connaissent que les ombres projetées sur les murs de leur caverne par un feu allumé derrière eux. Des sons, ils ne connaissent que les échos.

Que l'un d'entre eux soit libéré de force de ses chaînes et soit accompagné vers la sortie, il sera d'abord cruellement ébloui par une lumière qu'il n'a pas l'habitude de supporter. Il souffrira de tous les changements. Il résistera et ne parviendra pas à percevoir ce que l'on veut lui montrer. Alors, Ne voudra-t-il pas revenir à sa situation antérieure ? S'il persiste, il s'accoutumera. Il pourra voir le monde dans sa réalité. Prenant conscience de sa condition antérieure, ce n'est

qu'en se faisant violence qu'il retournera auprès de ses semblables. Mais ceux-ci, incapables d'imaginer ce qui lui est arrivé, le recevront très mal et refuseront de le croire : ne le tueront-ils pas ? »

Créer la norme par la résistance ?

Ainsi, dans un premier temps, l'innovation peut se heurter à l'ordre établi. Cela n'a pas été le cas pour Internet ou le téléphone portable, innovations à diffusion très rapide, sans doute par leur lien à la modernité, à la technologie et à leur aspect pratique immédiatement identifiable. C'est le cas par contre des changements exigés par la crise écologique qui bouleversent trop les habitudes, la culture et la société dans son ensemble. Aussi, le sociologue Norbert Alter s'est-il interrogé sur la manière dont la norme s'inverse et comment des comportements individuels minoritaires en viennent à transformer des conduites collectives.

Reprenant les travaux de Serge Moscovici, il montre que la minorité « pionnière » doit être consistante, prête à vivre le conflit et disposer d'arguments cohérents pour convertir la majorité des individus. Car Serge Moscovici explique que, paradoxalement, l'un des ressorts de l'influence minoritaire est qu'au départ, la majorité réfractaire trouve ses propositions utopiques, voire absurdes, ce qui crée une résistance forte au changement. Une minorité pionnière sur un sujet polémique ne pourrait donc influencer que si elle rencontre une résistance. Car la résistance suscite le débat, la confrontation, permet à l'innovation d'arriver sur la place publique, d'être soumise à la critique et donc au débat d'opinion, et ainsi d'entraîner les premiers positionnements individuels et collectifs. Souvent, explique Serge Moscovici, la première génération « perd », et c'est la seconde génération qui verra son « innovation » mieux acceptée. Car c'est l'action répétée de ces acteurs pionniers qui donnerait sens à une invention et la transformerait alors en innovation sociale. Beaucoup d'utopies sont ainsi devenues des banalités.

« Un des résultats de l'écologie c'est qu'elle a l'air acceptée, que tout le monde est écologiste - comme tout le monde était socialiste il y a un siècle - mais en fait tout le monde garde beaucoup de distance. Je donne ces exemples pour dire que ces phénomènes minoritaires peuvent prendre du temps ».

Serge Moscovici

Donner sens et usage aux nouvelles pratiques

L'étude en sociologie de la dynamique sociale d'adoption et d'acquisition des « innovations » montre que l'acceptation et la diffusion d'une nouveauté supposent en outre des conditions sociales « favorables ». Car, selon le sociologue Norbert Alter, « le développement d'une innovation ne repose aucunement sur la qualité intrinsèque des inventions, mais sur la capacité collective des acteurs à leur donner sens et usage ».

(Ré)-interpréter le nouveau comportement

La sociologue Anaïs Rocci explique en effet qu'une des conditions sine qua non de l'appropriation d'un nouveau comportement par la société est l'interprétation qui en est faite, car « c'est dans la mesure où l'innovation peut être réinterprétée selon les normes sociales traditionnelles qu'elle est acceptée ». Ce qui permet l'acceptation de l'innovation, « c'est la possibilité de la réinventer, de lui redonner du sens, et il y aurait une période de latence inévitable, temps nécessaire pour parvenir à imaginer des usages », poursuit Anaïs Rocci.



Les cas du vélo et du tramway sont exemplaires, car ce sont des modes de déplacement anciens dont les codes d'appropriation et les usages ont varié au fil du temps. « En effet, si le vélo et les transports en commun ont été connotés

négativement avec la montée en puissance de l'automobile, symbole de modernité et de richesse », explique Anaïs Rocci, « il est aujourd'hui envisagé de les réintégrer en leur conférant des valeurs positives quant à l'environnement et en mettant parallèlement en exergue les externalités négatives de l'automobile ». Vitesse et simplicité de déplacement, re-découverte de la ville, modernité, mise en forme, sentiment d'appartenance à une communauté, confort du trajet, soucis financiers ou écologiques, chacun s'approprie le vélo ou le tramway à sa manière.

Vers une nouvelle norme sociale

Que cette réinterprétation ait lieu serait un signe de bon déroulement du processus de diffusion de l'innovation voire de sa réussite, et par ailleurs un gage de sa pérennité. « Ce qui était conçu initialement comme marginal, voire déviant, devient alors une nouvelle norme sociale », explique Anaïs

Rocci. Or, « le nouvel objet pourra être accepté par la société une fois qu'il sera inscrit dans les normes sociales ». Son usage doit en effet devenir légitime, évident et ressenti comme une pratique obligatoire et normalisée.

Intégrer le changement dans la représentation sociale

Ensuite, la nouvelle norme va peu à peu intégrer nos représentations sociales, c'est à dire toutes nos idées, pensées, croyances, connaissances, concepts, images, et systèmes collectifs de signification, qui sont socialement élaborés et partagés par les membres d'un même groupe social ou culturel et grâce auxquels chacun va pouvoir appréhender, se représenter, s'approprier, interpréter le réel. La représentation sociale permet ainsi de comprendre et de maîtriser cognitivement notre environnement social, matériel et idéal, et d'y orienter notre conduite. Elle influence donc nos actions quotidiennes, ainsi que notre rapport au monde (sur la notion de « représentation sociale », voir la Lettre n°2). Plus le nouveau comportement fait partie de nos représentations sociales et plus il est pérenne et intègre nos automatismes.

Épisode 3 - Comment mettre l'individualisme au service de l'écologie

Grégoire reste quant même sceptique quant à la diffusion des nouveaux comportements écologiques. Il voit mal comme on peut comparer le séisme culturel qu'est l'écologie, à la diffusion d'innovations comme Internet ou le téléphone portable, dont mêmes les plus réticents ont fini par les adopter, parce-que leur utilité par rapport à la vie moderne s'est imposée d'elle-même. Ces outils facilitent plutôt le quotidien, alors qu'il est conscient que les propositions de nouveaux modes de vie plus écologiques sont vues comme une contrainte et font même peur à beaucoup. Finalement, peu de personnes comprennent l'intérêt des éco-comportements. Comme l'enjeu est mondial et sociétale, les effets encore imperceptibles et le lien entre comportements et dégradations difficile à faire, il faudrait une conscience et une responsabilité collective pour faire réagir les gens.

Or, Grégoire ne peut que constater que, culturellement, nos actes sont aujourd'hui principalement tournés vers nos intérêts individuels avec une réelle difficulté à les relier à un intérêt plus vaste que nous-mêmes. Concernant l'écologie, les gains sont collectifs, mais le coût de l'action est individuel. L'individualisme serait donc une des raisons profondes de notre inaction pour l'environnement, projet collectif s'il en est. Mais est-ce forcément problématique ?

Ne pouvons-nous prendre justement appui sur ce modèle social ?

INTÉRÊT INDIVIDUEL VERSUS INTÉRÊT COLLECTIF

Notre individualisme est désormais bien trop incarné pour permettre, dans un avenir proche, tout retour à une société fondée sur des valeurs plus collectives. En effet, nous l'avons vu, certaines communautés fonctionnent de manière à réagir dans le sens de la préservation d'un devenir commun (voir Lettres 1 et 2 et l'interview page 16). Mais nous en sommes capables aussi et le montrons chaque jour : en effet, nous vivons cela quotidiennement dans l'entreprise, dans les associations, au sein de la famille, etc. Mais là encore, nous y trouvons notre compte : dans l'entreprise, un salaire et une insertion sociale ; dans l'association, une mission de service et du lien social ; dans la famille, une vie affective, etc.

Individualisme, petit rappel.

L'**individualisme** est une conception politique, sociale et morale qui tend à privilégier les droits, les intérêts et la valeur des individus par rapport à ceux du groupe : Au sens **politique**, c'est le système ou le mode d'organisation sociale qui prend pour base théorique et réalise plus ou moins dans la pratique l'indépendance de l'individu à l'égard de la communauté, le libre épanouissement des aspirations personnelles. C'est une conception de la vie en société dans laquelle l'individu constitue la valeur centrale, d'où l'importance accordée aux libertés individuelles et aux droits de la personne ; l'individualisme est ainsi d'origine démocratique.

Au sens **sociologique**, l'accent est mis sur l'autonomie de l'individu par rapport aux règles sociales (de la famille, du groupe social, du clan, etc) qui pèsent sur son destin ; en ce sens, l'individualisme est un processus d'émancipation.

Du point de vue **psychologique**, c'est la tendance de l'individu à se prendre lui-même pour fin, avec comme valeurs morales supérieures la liberté et l'égalité.

Cf Références en fin de partie

Du progrès à l'égoïsme

On peut parler de **réel progrès** dès lors que l'individualisme consiste essentiellement dans l'affranchissement graduel des personnes, devenues de plus en plus maîtresse d'elles-mêmes et de leurs biens, de mieux en mieux garanties dans leurs droits et le respect de leur personne (intégrité de corps et d'esprit), et permettant l'autonomie

du citoyen dans la cité. L'affirmation de l'individu peut aussi être considérée comme un moyen de mettre en valeur les talents individuels pour construire une organisation collective viable. Individualisme et collectivité ne sont donc pas antinomiques.

Par contre, l'individualisme se mue en **égoïsme** lorsqu'il considère uniquement l'intérêt personnel au détriment de celui des autres, et qu'il n'est donc pas corrigé par le sentiment de ce que la partie doit au tout, et donc le citoyen à la cité et au collectif. Ainsi tout individu dépend pour sa survie d'une société, donc d'un groupe envers lequel il a naturellement des devoirs. Aussi, il apparaît que la **solidarité** des individus est autant nécessaire au bien de la société que la bonne articulation des organes est nécessaire au bien de tout organisme vivant. L'esprit de solidarité, la préoccupation des autres, n'est pas le contraire de l'individualisme, mais bien le correctif, sans lequel égoïsme et lutte sans merci des intérêts individuels ne peuvent que s'épanouir, et sans lesquels aucune société ne peut être viable sur le long terme.



L'individualisme face à la crise écologique

La question écologique demande un investissement collectif, c'est à dire l'action de tous, commune ou concertée, en vue d'atteindre un objectif commun ou de résoudre une problématique commune. Dans l'idéal, cet investissement se passe tant au niveau de l'action de chacun qu'au niveau de la définition d'un objectif commun de changement. Cela exige de dépasser le seul intérêt individuel, dans le sens de reconnaître qu'il doit désormais s'accorder aux intérêts de tous (et aussi de la nature, en passant) afin de ne pas nuire aux autres et à soi-même. Or, nous en sommes loin. Sommes-nous pour autant devenus égoïstes ? N'avons-nous plus aucune conscience collective ?

Une relation ambivalente avec le collectif

Les sociologues constatent sur le terrain que désormais, les individus entretiennent une bien curieuse relation avec le collectif vu à travers le prisme de ses institutions sociales et politiques. Ainsi, sous prétexte de non entrave à la liberté individuelle et au choix personnel, nous rejetons la contrainte qui limite la satisfaction de nos intérêts personnels ou nous y plions de mauvaise grâce, tout en attendant paradoxalement beaucoup de sécurité (physique, morale, financière) de ces mêmes institutions : car en gagnant en liberté, nous avons perdu en solidité et en certitude et notre responsabilité dans la construction de notre vie nous rend fragiles et inquiets. En matière écologique, cette délégation de notre responsabilité, et donc de notre pouvoir d'action, se vérifie : « Les gens sont d'accord pour que la collectivité résolve le problème, mais sans vouloir s'impliquer personnellement dans cette décision », constate la sociologue Sabine Rabourdin.

L'action pour l'écologie jugée non rentable

« La communauté d'intérêt ne suffit pas à provoquer l'action commune permettant de promouvoir l'intérêt de tous », explique Sabine Rabourdin. « L'attrait d'une action collective peut se mesurer au taux des biens individuels qu'elle peut fournir. Or les changements climatiques n'apportent un intérêt matériel immédiat qu'à un nombre très restreint d'acteurs, les menaces et les risques [restant pour beaucoup] encore hypothétiques et entachés d'incertitude ».

« L'intérêt personnel reste dans la majorité des cas la préoccupation première de l'individu », poursuit la sociologue. « Il cherche à recevoir de l'organisation une contribution au moins équivalente à celle qu'il apporte. Or, un individu n'a aucun intérêt (matériel tout au moins) à agir pour remédier aux changements climatiques ».

« Car selon le principe de l'action collective (paradoxe de Olson), soit le groupe agit dans son ensemble, et même si l'individu n'a pas participé, il en partage les fruits sans avoir pris de risque, soit le groupe n'agit pas et l'action individuelle de la personne, qui n'a pas eu lieu, ne se retrouve pas inutile et coûteuse ».

« Ce que nous apprend la sociologie », conclut Sabine Rabourdin, « c'est que l'individu cherche par tous les moyens à augmenter sa liberté. Mais une liberté gagnée sur le court terme est plus précieuse qu'une liberté gagnée sur le long terme. Et avec le changement climatique, chacun imagine que son action ne sera pas rentable pour lui, à court terme ».

Le refus de la contrainte

Dans notre société moderne, « un conflit apparaît entre intérêts individuels et intérêts collectifs », conclue la sociologue Anaïs Rocci. « On peut prendre l'exemple du citadin qui souhaite se déplacer comme il veut en ville, mais en tant que riverain préfère habiter à l'abri des nuisances sonores et pollutions, tout en ne souhaitant pas voir ses impôts augmenter pour le financement d'alternatives plus propres ».

« Au regard de nos enquêtés », poursuit Anaïs Rocci, « tout se passe comme s'ils étaient prêts à accepter le changement tant que cela ne les concerne pas directement et que cela ne les contraint pas personnellement. Finalement, tant qu'ils ne sont pas visés. Les individus sont très conscients des nuisances que provoque la voiture, mais souhaitent par ailleurs que les éventuelles mesures qui seraient prises pour les éviter ne les touchent pas directement. On peut donner l'exemple du besoin réclamé par les individus de nouvelles infrastructures, dont on espère qu'elles se feront chez le voisin plutôt que chez nous ».

Not in my Backyard ?

Ceux qui refusent des projets d'intérêt collectif mais à forte nuisance pour eux sont qualifiés de NIMBY (not in my backyard - pas dans mon jardin). Dans une société où les intérêts individuels sont très mis en valeur, l'intérêt collectif est parfois vu comme une contrainte. Ce sera le cas par exemple des riverains d'une future autoroute, au nuisances multiples. Mais les projets à vocation écologique en font aussi les frais, comme les éoliennes, par exemple.

Examinons le phénomène : en France, l'intérêt collectif, dit « général », désigne la finalité de l'action de l'État, mais sont contenu reste imparfaitement défini. Car tout dépend des critères utilisés pour déterminer l'intérêt collectif ou non du projet. Quand un groupe important de personnes est concerné par une problématique ? Quand le projet a le moins d'impact possible ? Ou quand l'intérêt financier pour la collectivité est tel que les nuisances peuvent passer au second plan ?



Lorsqu'on observe bien, on se rend compte que le NIMBY est la plupart du temps un réel déficit de démocratie qui échoue à faire converger tous les intérêts en présence, intérêts individuels certes, mais collectifs aussi. Ainsi parfois, on ne sait plus trop si les

intérêts privés se heurtent à l'intérêt collectif, ou plutôt à d'autres intérêts privés plus puissants.

« Par la remise en cause systémique qu'elle nécessite, la prise en compte du climat implique une redistribution des pouvoirs », constate Anaïs Rocci. « Certains y perdront donc en influence et donc en liberté (acteurs des lobbies industriels notamment). Or ces perdants sont souvent les mieux placés pour s'opposer à un changement social qui menace leurs acquis. Ceci ne contribue pas évidemment à la mise en œuvre d'une action collective ».

À lire : « NIMBY or not NIMBY : is that the question ? » - André Beauchamp - disponible sur : <http://www.eausecours.org/acrobat/dechets/0010.pdf>

Une bien curieuse idée de la solidarité

Il est aussi fréquent d'entendre « si personne ne change pourquoi changer » ou bien « j'accepte le sacrifice si les autres le font aussi ». « Les attitudes négatives sont rapportées au comportement dominant : on n'accepte de sacrifier son propre intérêt au bénéfice des autres que dans la mesure où les autres font de même » confirme le sociologue Gabriel Dupuy.

« Une action individuelle attend le feu vert de l'action collective », explique la sociologue Sabine Rabourdin. « L'individu a besoin de ne pas se sentir le seul à se sacrifier pour une cause commune. Comme ces Californiens qui se sont opposés en 2002 au plan Zéro pollution de la Californie, prétextant qu'il n'y a pas de raison pour que les Californiens soient seuls à sauver un climat dont tout le monde dispose ».

Privilégier les priorités immédiates

La question environnementale se partage ici entre valeurs collectives et intérêts individuels. La sociologue Laure Draetta observe en effet que, si au niveau collectif s'est bien construit une conscience collective d'un ensemble de valeurs socialement partagées quand à la nécessité de préserver l'environnement (expliquant les déclarations de préoccupation et d'intention des sondages), « les comportements relèveraient plutôt d'une attitude individualiste, qui exprimerait une quête de confort, de non-implication, de maintien des pratiques habituelles ».

Ce décalage proviendrait du fait que « lorsqu'il s'agit d'exprimer une opinion ou de faire référence à l'environnement de manière abstraite, les individus montreraient une adhésion, cette valeur étant « valorisée dans leur champ culturel ». Mais « lorsqu'il s'agit de se situer à un niveau concret de vécu quotidien et de conduites, les priorités immédiates sont privilégiées ». Laure Draetta en conclut que « la reconnaissance du problème (donc la conscience environnementale) existe, mais la valeur environnementale qui « détermine » les conduites ne semble pas suffisamment acquise pour que les individus orientent leurs comportements en fonction de cette valeur » (voir la Lettre 2 sur ce sujet).

LE SENTIMENT DE RESPONSABILITÉ AU CŒUR DE LA RÉFLEXION

De nombreux sociologues mettent la responsabilité au cœur de la réflexion, constatant que le sentiment de responsabilité jouerait un rôle important dans le comportement adopté. Ainsi, ils font l'hypothèse que la manière dont une personne se sent responsable pourrait prédire son comportement écologique. Petite revue de ce que la sociologie comprend du lien entre responsabilité et action.

Responsabilité individuelle et collective

Se sentir responsable, c'est se sentir devoir répondre des conséquences de ses actes et de ses inactions. À ne pas confondre avec la culpabilité (voir lettre 1 et 4). La responsabilité varie selon la personne : elle est à hauteur de la capacité d'action et de nuisance. Un individu n'a donc pas la même responsabilité qu'une entreprise ou un État.

La responsabilité collective est le fait de répondre des actes et du devenir collectif : l'action prend alors en compte ses conséquences pour le groupe.

Cette responsabilité demande que la personne ait le sentiment d'appartenir et de jouer un rôle dans la société.

Cf ci-dessous la « responsabilité implicite ».

La déresponsabilisation individuelle : un cercle vicieux

« Traditionnellement », explique la sociologue Sabine Rabourdin, « lorsque l'on demande à quelqu'un s'il se considère comme un pollueur, la réponse est non. Ce sont inmanquablement les autres qui polluent. Tout au plus considérons nous que nous polluons "un peu", et de toute façon "bien moins que les autres"... Ce déni de responsabilité face à la pollution est une méthode très efficace pour justifier de notre inaction (sur nos « stratégies d'inaction » voir aussi la Lettre 2). On peut mettre à jour deux tendances particulières :

- la volonté de penser que des personnes compétentes s'occupent déjà de l'environnement (décharge positive) : *[...] je pense qu'à l'usine il y a des gens qui s'occupent de [l'environnement] d'une manière très consciencieuse, et qui sont motivés par la protection de l'Homme et de la nature*;
- la certitude que ce sont d'autres personnes/groupes, sur lesquels nous n'avons pas de prise, qui polluent (décharge négative) : *"On a des compresseurs, des moteurs, on consomme du carburant [...]. Mais ce n'est pas comme des fonderies, des industries métallurgiques." (...)*. Cette certitude que l'on ne peut rien se reprocher au niveau comportemental est souvent associée à la recherche d'un "certificat de bonne conduite", délivré par la société à l'appui de ce que l'on pense ».



La dilution de la responsabilité dans le groupe

Selon le psychanalyste George Marshall, « nous nous efforçons de diluer notre responsabilité ».

C'est « l'effet de spectateur passif » (...). Les gens attendent que quelqu'un d'autre agisse et subsument leur responsabilité dans celle du groupe. Plus les acteurs sont nombreux, moins il y aura de chance pour qu'un individu se sente capable d'agir unilatéralement. Dans le cas du changement climatique, nous sommes à la fois spectateurs et acteurs, et ce conflit interne ne peut que renforcer notre désir de négation. Nous assistons donc à la négation de la conscience (« Je ne savais pas »), la négation de l'action (« Je n'ai rien fait »), celle de la capacité personnelle à intervenir (« Je ne pouvais rien faire », « personne ne faisait rien ») et au rejet de la faute sur les autres (« c'étaient ceux qui avaient des grosses voitures, les Américains, les entreprises »).

Une responsabilité plus ou moins « implicante »

Les sociologues G. Faburel et A. Ginguéné dégagent deux types de responsabilité qui définissent la manière dont l'individu se représente son rôle dans la société :

- la « responsabilité implicante », c'est à dire la volonté d'agir pour le devenir collectif, en terme de pratique. Plus l'individu a un sentiment de responsabilité, c'est-à-dire plus il estime avoir un rôle à jouer dans et pour la société (rôle qui peut se traduire par un engagement associatif par exemple), plus ses pratiques sont pro-environnementales.
- La « responsabilité délégative », où le pouvoir d'action et de régulation des comportements et des pratiques individuelles est délégué (au pouvoir public, aux entreprises, etc). En d'autres termes, « obligez-moi à prendre les transports en commun ».

Pour leur recherche, cinq types d'usagers ont été identifiés en termes d'articulation entre conscience environnementale et comportement. Il s'avère que si le groupe 5 des *Multimodaux écologistes et engagés* montre un lien évident entre la sensibilité environnementale et un comportement respectueux de l'environnement, le groupe 4, les *Automobilistes exclusifs, sensibles à l'environnement*, le contredit. Conscients des atteintes à l'environnement et sensibles à sa protection, ses membres ont pourtant un usage exclusif de la voiture. Il est alors apparu que la question de la responsabilité pouvait permettre de comprendre le décalage entre ces deux groupes. G. Faburel en conclut qu'on adoptera plus facilement des pratiques environnementales si l'on a la volonté d'agir pour le devenir collectif.

De la micro à la macro-individualité

Il ressort aussi de cette recherche que la responsabilité et la sensibilité des différents groupes se positionnent différemment sur une échelle spatiale et temporelle. On distingue ce qui relève de la micro-individualité, c'est-à-dire la proximité locale (du quartier, de la maison par exemple) et le temps (intérêt immédiat de l'individu) ; et ce qui relève du « macro », et qui concerne plutôt les conséquences futures pour la planète et les générations futures.

Au regard des résultats de cette étude, les groupes 1 (*Les pro-automobiles insensibles à l'environnement*) et 2 (*les automobilistes modérés et hédonistes, peu sensibles à l'environnement*), seraient plus dans la micro-individualité et ne se sentiraient pas responsables, tandis que les groupes 4 et 5 auraient tous deux une sensibilité projetée aux conséquences futurs et un sentiment de responsabilité environnementale assumé.

Ainsi, ces décalages entre les discours et les faits, tiendraient de ce qui relève du collectif d'une part, et de l'individuel d'autre part ; de ce qui relève de la morale, de la norme et du sens, d'une part, et de ce qui relève des pratiques et des contraintes matérielles d'autre part ; de ce qui relève du global, et de ce qui relève du local. Dans ce sens, il existerait trois tensions dans le rapport à l'environnement : (1) une tension sociale : entre l'individuel et le collectif ; (2), une tension temporelle : entre le court terme et le long terme ; (3) une tension spatiale : entre le local et le global.

Épisode 4 – Prendre en compte les intérêts individuels

Le principe

La nécessité pour les gens de voir les conséquences directes de leurs pratiques individuelles pour se responsabiliser doit donc être absolument prise en compte.

On peut le déplorer, mais l'on ne changera pas notre penchant à l'individualisme du jour au lendemain. Par contre il est possible de surfer dessus, non pas dans un but de manipulation des esprits, mais histoire d'inverser une tendance forte : en effet, pourquoi persister à vouloir amener systématiquement tous les individus à l'écologie lorsque la plupart le refusent ?

Ne peut-on aussi amener l'écologie vers les individus en leur montrant combien cela répond aussi à certains besoins et intérêts plus concrets et immédiats pour eux ? Ce serait simplement prendre acte du fait que l'écologie reste pour l'instant abstraite, lointaine, anxiogène et donc rédhitoire.

« Tant que les individus ne voient pas les effets directs, qu'ils n'ont pas de preuves sous les yeux, leur préoccupation sera moindre », confirme Anaïs Rocci (...). « Au-delà de ces valeurs acquises qui détermineraient les conduites, nous pensons que l'individu doit se sentir concrètement impliqué, responsable, et directement touché, pour que ces valeurs déterminent ses pratiques. **Partant de là, une solution serait de mettre en place des mesures qui touchent directement les individus dans leur quotidien**, ce qui explique que les gens soient surtout sensibles aux accroches financières. Mais ce ne sont pas les seules. »

Les limites de la carotte financière

Les incitations financières ont fait leur preuve pour aider à passer à l'action. Mais « le problème est que l'on a déshabité l'écologie pour la réduire à l'économie », déplore le coach consultant Ivan Malcheff. « Si on présente un éco-geste comme une perspective de gestion économique (moins d'énergie = moins de dépenses), c'est réduire l'écologie à une vision de gestionnaire. Or l'eau, c'est la vie. Elle ne peut se réduire à une comptabilité de l'eau. En allant vers une représentation du réel qui donne du sens à ce que je fais, l'action est « habitée » de nouveau. L'homo-economicus a trouvé sa limite aujourd'hui, et nous ne parviendrons à rien en faisant entrer l'écologie dans cette logique économique ». L'écologie demande un saut culturel : si nous devons dans un premier temps prendre en compte l'intérêt central des individus pour la question financière, y resté coincé ne permettra pas un changement profond des mentalités.

Lire aussi l'article « Doit-on donner un prix à la nature » - Canopée 2009 et le rapport de Pavan Sukhdev « l'économie des écosystème et de la biodiversité », 2008, disponible sur internet.

Pour réduire l'écart entre le phénomène global et les pratiques individuelles et permettre le développement d'une responsabilité, l'enjeu est de « donner les outils nécessaires aux individus pour connaître et comprendre les conséquences de leurs actes sur l'environnement », poursuit la sociologue, « mais également de les informer sur les

effets positifs des changements de comportements pour eux-mêmes et pour l'environnement ». Par ailleurs, Anaïs Rocci insiste sur le fait de « donner les moyens de comprendre les objectifs des pouvoirs publics, de comprendre les mesures mises en place, de les informer sur les effets de ces mesures. En d'autres termes, engager l'individu dans ces enjeux, favoriser sa participation et lui permettre de s'impliquer personnellement, le rendraient sans doute plus responsable de ses actes et favoriseraient l'acceptabilité des mesures coercitives ainsi que l'acceptabilité volontaire du changement ».

La pratique : mettre l'écologie au cœur de la vie des gens

Aujourd'hui, l'écologie vient loin derrière nos préoccupations personnelles et impératifs quotidiens : famille, boulot, argent, santé, éducation des enfants, alimentation, temps, sécurité, lien avec les autres, solidarité, etc. Ceux-ci doivent donc être pris en compte, et ce que l'écologie y apporte en changements positifs doit être fortement valorisé.

Par ce biais, l'écologie
peut devenir une réelle
opportunité de meilleure qualité
de vie pour tous
et d'un véritable changement
de société plus solidaire
et collectif.

Nous avons déjà beaucoup développé cette question dans la Lettre n°1 (partie « Prendre en compte la réalité des gens ») et la Lettre n°4, ainsi que dans l'ouvrage « La stratégie du Colibri » (voir encadré ci-après). Mais pour rappel, cela consiste à mettre en avant systématiquement les intérêts individuels d'une action ayant un effet positif pour l'environnement. Par exemple, la mise en place d'un Pédibus:

Ce bus pédestre qui permet d'emmener à pied les enfants à l'école a des avantages pour l'environnement (20% des trajets voiture du matin pour emmener les enfants à l'école), la sécurité et l'éducation des enfants (éducation aux dangers de la route, car les accidents augmentent à 10 ans, âge où l'enfant va seul à pied à l'école), leur santé (marche à pied 2 à 4 fois par jour - lutte contre l'obésité et meilleure attention à l'école), la solidarité et le lien entre parents (qui se relaient pour accompagner), etc.

L'expérience montre que ce sont principalement ces avantages et peu les arguments écologiques qui donnent envie aux parents de s'investir dans la mise en place de cette alternative à la voiture.



Pour une application concrète

Le guide « La stratégie du colibri » (Séverine Millet - Ed. Minerva) propose des actions collectives, locales et accessibles répondant aux préoccupations quotidiennes des gens (santé, éducation, solidarité, développement de l'économie locale, alimentation,

etc). Il prouve que l'acte écologique quotidien peut prendre une forme plus collective, à travers le co-voiturage, la mise en place d'une cantine biologique ou d'un pédibus à l'école des enfants, se mettre à plusieurs pour acheter nos aliments à un producteur local, etc. Ce guide interroge aussi chacun sur ses motivations à agir et accompagne pas à pas dans la réalisation de chaque action pour bien la vivre.

Pour tous les Grégoire du monde, c'est un profond soulagement que d'intégrer le fait que l'action individuelle joue un rôle fondamentale dans le devenir collectif, en tant que maillage d'un immense filet. Trop souvent, les Grégoire mettent toute leur énergie (quand ce n'est pas leur vie) au service d'une cause inaccessible par son ampleur, tel des Don Quichotte se battant contre des moulins, afin de faire en sorte que leur action individuelle puisse faire bouger le plus de montagnes possibles soient-elles infranchissables. Combien s'y sont cassés les reins ? Comprendre la force réelle d'une action même à taille humaine, permet de se réapproprier son pouvoir d'action : on agit alors à sa juste mesure et capacité, tout en ayant conscience de son rayonnement au sein de la société. Et on évite le « burn out » et le découragement.

Alors, il est vrai que notre éloignement du « sentiment collectif » peut ne pas favoriser ce type de prise de conscience. Par ailleurs, ce même éloignement empêche nombre d'individus de dépasser la seule recherche de la satisfaction de leurs intérêts individuels.

C'est pourquoi, il est nécessaire de prendre en compte cette réalité, d'accompagner les individus là où ils en sont de leur compréhension et intégration des phénomènes environnementaux.

Cher Grégoire, prendre en compte notre individualisme même le plus égoïste, ce n'est pas en faire l'apogée, mais simplement se reposer sur la réalité des individus, pour peu à peu les amener à regarder au delà de leur petit intérêt quotidien, en montrant les conséquences positives plus larges de leur engagement.

Références de cette partie

- Sabine Rabourdin, « La société face aux changements climatiques : une indifférence durable ? » - Thèse 2002.
- Laure Draetta, 2003, « Le décalage entre attitudes et comportements en matière de protection de l'environnement », in Gendron C., Vaillancourt J.-G. (Dir.), Développement durable et participation publique. De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance, Les presses Universitaires de Montréal.
- Anaïs Rocci, « Analyse sociologique des freins et leviers au changement de comportement vers une réduction de l'usage de la voiture », thèse, décembre 2007
- Everett Rogers, « la diffusion des innovations », 1962.
- Norbert Alter, « Les logiques de l'innovation. Approche pluridisciplinaire », Ed. La Découverte, 2002.
- Serge Moscovici, « Psychologie des Minorité actives », PUF, 1979.
- Mancur Olson, « La logique de l'action collective », 1966.
- Faburel G., Ginguéné A., 2004, « Liens entre préoccupations environnementale, pratiques de mobilité et acceptabilité des mesures de régulation », convention Créteil-Ademe.
- George Marshall, « The psychology of denial : our failure to act against climate change », The Ecologist, octobre 2001 (repris dans Courrier International sous le titre : « Pourquoi nous ne faisons rien »).
- Gabriel Dupuy, « La dépendance à l'automobile » - Doc. Fr. 2006
- Wikipédia, « l'individualisme » et le site « <http://www.brise.org/> » (Banque de Ressources Interactives en Sciences Economiques et Sociales).
- « Internet, la diffusion et l'appropriation d'une innovation dans la société » - « <http://www.ftu.be/documents/ep/EP-diffusioninternet.pdf> »

Au programme de la prochaine Lettre

Sans élément structurant, sans objectif commun de réalisation, la prise en compte de nos intérêts individuels comme unique moteur à l'action risque de n'aboutir qu'à un renforcement de nos égoïsmes. Aussi, dans la prochaine Lettre (parution octobre 2009), nous explorerons comment faire converger nos intérêts individuels pour en faire un projet collectif viable et mobilisant, grâce au « réseau » et au « passage du produit au service », ainsi que des pistes pour créer un objectif commun de société, à travers notamment le « récit social environnemental ».

Actualité de Nature Humaine

Nature Humaine a trouvé les 3/4 de son budget pour 2009, grâce à vos dons, à l'ADEME, à la Fondation Nicolas Hulot et au cabinet de conseil des Enjeux et des Hommes. Soyez en remerciés ! Grâce à ces financements, trois Lettres pourront être publiées et nous pensons (nous sommes plutôt optimistes) pouvoir réunir la totalité de la somme d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, Nature Humaine recherche des bénévoles pour l'aider à nourrir son site de références et d'articles. Merci de nous contacter à cette adresse : contact@nature-humaine.fr.

Ces sociétés où la vie collective conditionne l'action

Culturellement tournées vers l'individu, nos sociétés modernes en ont perdu le sens du collectif au point de devoir pallier son absence par des organisations et des règles sociales toujours plus contraignantes et complexes pour maintenir la cohésion. Car « que serait l'individualisme sans la sécurité sociale ? » (Marcel Gauchet, « La démocratie contre elle-même », 2002). Or, l'individualisme n'est pas le seul mode de vie et d'action possible, comme en témoigne la vie en collectivité à la fois structurante et libre des indiens Shuar Jivaro. Propos de Jean-Patrick Costa.

Biographie

Ancien chef de mission humanitaire en Amazonie pour Pharmaciens Sans Frontières et pour la Communauté Européenne, désormais consultant santé et environnement pour des ONG françaises et sud-américaines, Jean-Patrick Costa a été initié par les populations autochtones aux pharmacopées locales et a pu travailler quotidiennement avec de nombreux chamans. Auteur de nombreux ouvrages sur les indiens d'Amazonie et le chamanisme, ainsi que d'un roman (La chamane du 5^e âge - Ed. Alphée 2007), il porte actuellement un projet de bateau-école pour la préservation de la biodiversité au Pérou, pour l'association Arutam, qu'il préside et qui soutient les indiens jivaros d'Amazonie. Plus d'informations : «<http://arutam.free.fr/>»

donc tournée vers la cellule familiale, qui est la structure dominante de cette communauté, en lien avec l'utilité que cela apporte à la communauté. Faire quelque chose pour soi, pour sa propre fierté et reconnaissance, est impossible.

Connaître sa place dans la société

Il existe un point commun chez tous les indiens d'Amérique : l'on ne peut agir que si on sait exactement qui on est, que l'on sait qu'elle est sa place dans la structure sociale : un homme, d'âge mûr, avec des enfants à protéger, un vieux qui a du savoir à transmettre avant de mourir, une jeune femme, etc. On ne peut pas se croire plus jeune qu'on est, se donner un autre rôle, s'inventer un prestige. On ne se compare pas. Car l'orgueil met en danger la communauté qui peut alors se déséquilibrer, se déstructurer, et menacer la survie de tout le monde. L'excellence personnelle est d'ailleurs suspecte, et peut entraîner la rébellion des autres.

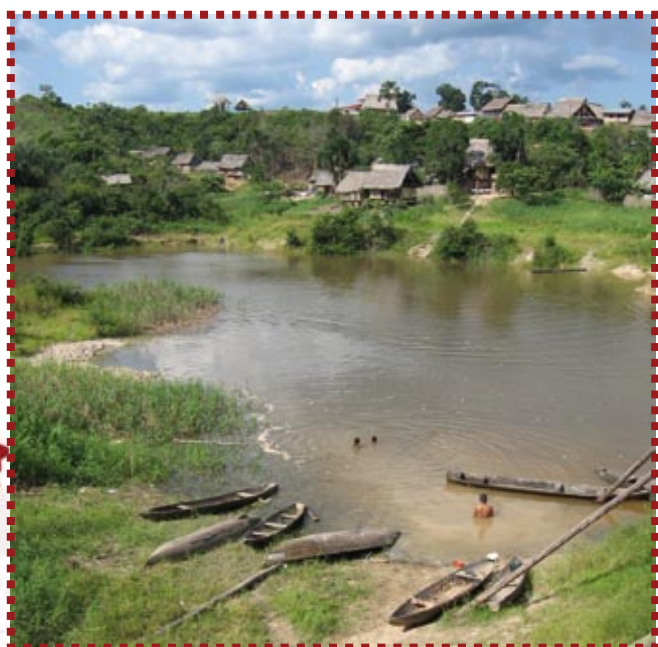
L'action découle du statut de membre de la communauté

Pour les indiens Shuar Jivaro, agir découle de l'être : être membre d'une communauté, être vivant. L'action n'est pas différente du fait d'être. On est membre d'un groupe et l'action va découler de ce statut. La structure sociale fait que les actions sont conditionnées, limitées, puisqu'on ne peut jamais se considérer comme un être seul, affranchi de la société. Aussi, tout ce qui est imaginé l'est à partir de la matrice culturelle. La société définit des normes et structures qui poussent un indien à n'entrevoir la vie qu'à travers ce modèle. Il y a donc des contraintes fortes issues de la société.

En Occident, nous ne savons pas faire autrement qu'avec un dirigeant pour organiser le travail et celui qui ne fait rien est considéré comme un profiteur de la société. Chez les indiens Shuar, l'action individuelle, pour soi-même, n'existe pas, car elle ne rime à rien, puisque chacun est un élément de la société, au service de la continuité de la famille. L'action est



« Un être humain est décrit chez ces indiens comme une étincelle de vie sur laquelle s'agglomère toutes les qualités et défauts de la vie. Le principe est de faire le moins de fautes possible pour vivre le mieux et le plus longtemps possible dans le respect du groupe social ».



La construction sociale oblige donc à une vie communautaire et solidaire.

Et cette vie collective conditionne l'action. Ainsi, pour construire une maison, cela va se faire grâce à l'aide de plusieurs familles en 1 mois ou 2 seulement ! La famille va aller chercher des alliances et de l'aide hors de son propre cercle. A cette occasion, des tractations se font, et va se créer une Minga, c'est-à-dire un travail communautaire entre 5 à 6 familles, ce qui permet de réunir une centaine de personnes. Tout le monde vient travailler, et trouve à manger et à se loger. Ces peuples vivent dans l'abondance de nourriture, afin de se prémunir contre la pénurie, mais aussi pour pouvoir faire des travaux communautaires

à l'occasion desquels il faut nourrir 5 fois plus que les besoins de la famille.

L'organisation du chantier est complètement anarchique. Chacun travaille à son rythme : certains travaillent plus, d'autres moins ou plus lentement. Aucun reproche n'est fait. Le plan, défini au départ en fonction des besoins, évolue avec les travailleurs, et le futur résident n'intervient pas sur leurs choix. Aucun délai de réalisation n'est fixé. Cette liberté dans l'organisation du travail peut surprendre, mais dans la réalité, on ne peut que constater une véritable souplesse et fluidité dans l'organisation et la construction. Par ailleurs, le chantier est très joyeux, les blagues fusent en permanence, la bonne humeur est toujours présente. Ceux qui s'ennuient s'en vont. L'action collective est donc un moment de plaisir, de rencontres, d'amitiés, et aussi de mariages entre familles souvent assez éloignées géographiquement (un indien traditionnel ne voit souvent que 200 personnes au maximum dans sa vie), même si les conflits peuvent émerger bien entendu.

L'autre raison de la prégnance du collectif dans l'action est que pour agir il faut savoir : l'indien qui n'a pas l'écrit est obligé de se référer à l'expérience de la communauté, ainsi qu'aux circonstances qui se présentent à lui tout au long de sa vie ».

Voir aussi d'autres propos de Jean-Patrick Costa dans la Lettre n°1 sur la relation à la nature des indiens Jivaro, page 7.

Les émotions et les relations individuelles sont une question politique

Au fil des Lettres, nous avons vu combien nos émotions étaient au cœur de nos actions et de nos inactions pour l'environnement. Peur, colère, sentiment d'impuissance ou d'injustice, l'écologie réveille notre matière intime comme jamais. Or qu'y a-t-il de plus tabou que les émotions ? Qui n'a pas entendu ou proféré lui-même avec force conviction que les émotions devaient être bannies de l'entreprise ou de telle relation, car « il ne faut pas mélanger les émotions et les choses sérieuses » ? Il faut être bien inconscient de son émotionnel, de son omniprésence et de sa puissance à nous faire prendre telle décision plutôt qu'une autre pour ne pas voir combien nos émotions sont en réalité une vraie question politique, à prendre en compte pour une société plus écologique et plus humaine. Explication de Laurence Barenski.

Biographie

Consultante en accompagnement du changement (« <http://www.slbconseil.com/> »), Laurence Barenski accompagne des processus de changement en entreprise et des cercles de managers de haut niveau. Elle est co-fondatrice et co-animatrice du projet Interactions TP-TS (« <http://www.interactions-tpts.net/> »), qui étudie et expérimente les liens d'interdépendance et les interactions entre transformation personnelle et transformation sociale (TP/TS). Elle est auteure de « Le manager éclairé, comment piloter le changement » (Editions d'Organisation, 2001), de « L'urgence de la métamorphose » avec Jacques Robin (Editions In Libro Veritas, 2008) et de « Jouer collectif » avec TP/TS (Ed. d'Organisation).

Qui de nous, dans les associations, collectifs ou encore réseaux auxquels nous appartenons, n'a pas fait l'expérience, comme le dit le journaliste Philippe Merlant, « des gâchis engendrés par les querelles intestines, les luttes de pouvoir et les appétits personnels » ? Nous le regrettons tous. Pourtant, nous le voyons se reproduire sans cesse. A qui la faute ? Dans un groupe, nous portons une co-responsabilité quant à sa bonne santé. Qu'avons-nous fait, ou que n'avons-nous pas fait ? Nous sommes en fait sont peu sensibilisés à la question relationnelle et retombons dans des logiques de guerre, alors que, paradoxalement, nous souhaitons sincèrement développer des logiques de paix et de créativité collectives. Cela suppose que nous modifions, chacun, notre rapport à l'autre et à nous-même, que nous prenions en compte nos pratiques individuelles, nos propres motivations, comportements et attitudes. Cet apprentissage peut avoir, s'il se généralise et se propage, des conséquences énormes sur les dynamiques sociales et politiques.

L'émotion au cœur de nos décisions politiques

Nous avons ces dernières décennies, voire siècles, surdimensionné la raison et la pensée, et par voie de conséquence les sciences dites exactes. Si elles sont essentielles, mettre au centre du fonctionnement démocratique la qualité des relations interpersonnelles nous conduit aussi à libérer d'autres dimensions de nous-mêmes que nous avons progressivement bridées. Ainsi, la survalorisation de la raison a étouffé, entre autres, nos émotions (sur les autres aspects sous-valorisés, voir l'intégralité de l'interview sur notre site).

Elles sont pourtant en permanence présentes dans nos relations et nos états d'être. Elles imprègnent totalement nos actes, existent dans les soubassements de nos choix, de nos croyances, de nos raisonnements. Or à force de les brider, nous ne savons plus les reconnaître, les relativiser, les intégrer avec simplicité à nos échanges. Nous les jugeons, nous nous culpabilisons de les éprouver, nous ne savons pas appréhender celles des autres. Nous sommes mal à l'aise et maladroits avec elles. Nous devons apprendre à faire plus simple dans ce domaine émotionnel. D'autant plus que les émotions sont indissociables de l'apprentissage.



Or, nous devons entrer dans une culture de l'apprentissage puisqu'il s'agit d'apprendre à faire ensemble autrement.

L'émotion au cœur du militantisme

« Notre souffrance émotionnelle entraîne la construction d'images ennemies de certaines personnes (industries, banquiers, pollueurs, gouvernants, etc) », explique Isabelle Desplats, formatrice en Communication Non Violente. « En effet, spontanément, lorsqu'il y a une souffrance, nous recherchons un fautif : c'est un automatisme culturel, éducatif avec un conditionnement dès l'enfance. Beaucoup de militants de terrain ont du mal à sortir de cela, et agissent alors avec les mêmes méthodes que celles des personnes qu'ils abhorrent. Il est important de savoir que les jugements que nous portons sur les autres sont l'expression directe de nos besoins non satisfaits. Ces images empêchent d'entrer en relation avec ces personnes pourtant interlocuteurs incontournables, ce qui empêche toute action efficace qui elle, exige le dialogue. Travailler l'altérité, en prenant conscience de l'imaginaire stérile dont nous revêtons « l'ennemi », permet une vraie transformation de la relation, et donc d'entrer dans une autre forme d'action plus constructive. »

Chacun de nous est à la fois réceptacle et transformateur de la pensée politique

Pourtant, certains considèrent que ces questions relèvent de la sphère privée. A contrario, le projet Interactions TP-TS affirme que ces questions sont éminemment politiques. La politique n'est pas extérieure à nous : elle est le résultat de ce que nous sommes, en interactions, et se construit à partir de nos actes et de nos dimensions intrapsychiques. En d'autres termes, si nous souhaitons transformer le monde, il est urgent de prendre conscience que cette transformation passe par nous. Que nous la conditionnons. Comment réenchanter le monde si nous sommes incapables de réenchanter nos vies ? Nous sommes les co-créateurs de nos sociétés. Et personne n'échappe à cette responsabilité, car tout humain est à la fois réceptacle et transformateur d'une pensée et d'une action politique. C'est une responsabilité exigeante, certes, mais qui nous offre aussi l'opportunité de devenir, chacun, co-créateurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Lorsqu'on pense ainsi l'organisation sociale, économique et politique, on sort bien sûr complètement d'une vision linéaire de l'évolution et de la conception pyramidale des organisations. On se vit comme interdépendants, reliés, co-responsables. On développe un regard systémique et une pensée transdisciplinaire.

Régénérer nos pratiques démocratiques

Tout cela est un immense chantier citoyen, populaire dans le sens noble du terme, et in fine politique. Il y a là de quoi régénérer les pratiques et institutions démocratiques. Imaginez un conseil des ministres où tout participant, tout ministre, resterait en contact avec son être profond et forcément multidimensionnel, et en même temps resterait en contact avec les autres participants en tant qu'êtres. Un conseil où chacun se sentirait une responsabilité vis-à-vis de la nature et des générations futures qui poursuivront l'aventure de l'humanité. Les décisions seraient inévitablement différentes de celles prises aujourd'hui, non ?

De l'intérêt d'une charte relationnelle

Notre expérience dans le cadre de l'association Interactions TP-TS nous amène ceci dit à constater que dans la mesure où nous sommes quelque peu novices en matière d'interactions les uns avec les autres, dans l'expression et le respect de nos différentes dimensions, il est utile de se doter, au niveau des associations, des collectifs, des conseils d'une charte relationnelle. Il ne s'agit pas d'un affichage de valeurs et de vœux pieux de « bons comportements » mais d'un faisceau de repères, de questions, auxquelles il est utile de se référer régulièrement pour apprécier la qualité des relations que nous entretenons les uns avec les autres, les corriger si nécessaire, les revitaliser.

Bon à savoir

Vous pouvez consulter la Charte de Interactions TP-TS sur le site de l'association.

Suivre le lien :

« <http://www.interactions-tpts.net/spip.php?article269> »

Utiliser une charte relationnelle, c'est se donner l'opportunité d'apprécier ensemble si on avance en cohérence avec ses valeurs et ses intentions de départ, celles qui nous ont conduit à créer cette association, ce collectif, voire cette démocratie. Alors il devient possible de penser autrement ce qu'on va faire ensemble, et comment on va le faire. Il est important de faire cet exercice régulièrement, jusqu'à ce qu'il devienne naturel. Si on attend trop longtemps, cela peut faire très peur, car le chemin pour retrouver les valeurs d'origine du groupe est devenu si grand, qu'en essayant de les retrouver, on peut mettre en danger la survie même du collectif. Bien sûr, il y a en arrière plan de cette démarche, une autre vision de l'exercice du pouvoir. On se situe, comme le dit le philosophe Patrick Viveret, dans « un pouvoir de création » et non « un pouvoir de captation ».

«Ecrire, c'est inspirer autrui, le pousser vers sa ressemblance,
vers sa préférence»

Jean Cayrol - Extrait d'Ecrire

Les contributeurs de la Lettre

Pilote et auteur principal (passionnée) : Séverine Millet, auteure et consultante Environnement et Modes de vie, spécialiste des questions de communication, écologie et greenwashing (CV sur www.nature-humaine.fr).

Co-auteur (inspirante et créative) : Anne Versailles, co-fondatrice de Co-Intelligence, spécialiste en communication du développement durable et membre du Comité de lecture de la Lettre.

Relecteurs (attentifs) : Anne Versailles (Comité de lecture), Thierry Thouvenot (co-fondateur de Nature Humaine).

Interviewés (merci pour leur temps et leurs propos passionnants) : Laurence Barenski, accompagnatrice du changement en entreprise ; Ivan Malcheff, coach consultant accompagnateur du changement en entreprise ; Isabelle Desplats, formatrice en Communication Non Violente ; Jean-Patrick Costa, Président de Aratum ; (Leurs interviews en intégralité sont sur notre site Internet)

Autres contributeurs (recherches, apports en documentation) : merci à Anne Chanon, membre de Nature Humaine pour l'allégorie de la caverne de Platon.

Remerciements spéciaux :

à la jeune sociologue Anaïs Rocci, dont les travaux sont une mine d'informations et de pistes de réflexion, dans lesquelles nous retrouvons beaucoup de nos propres réflexions et expériences terrain.

Mise en page et graphisme (Sublime, merci !) : l'agence de communication Sidièse - Johann Thevot (chef de projet), Dominique Brugheail (directeur artistique), Gilles Smila (chef de publicité), Juliette Chansard (chef de studio), Bénédicte Spanu (supervision), Gildas Bonnel (super-supervision).

Crédit photos : site internet de vente en ligne Fotolia.

Comité éditorial (débordé mais soutenant) : liste sur le site de Nature Humaine.

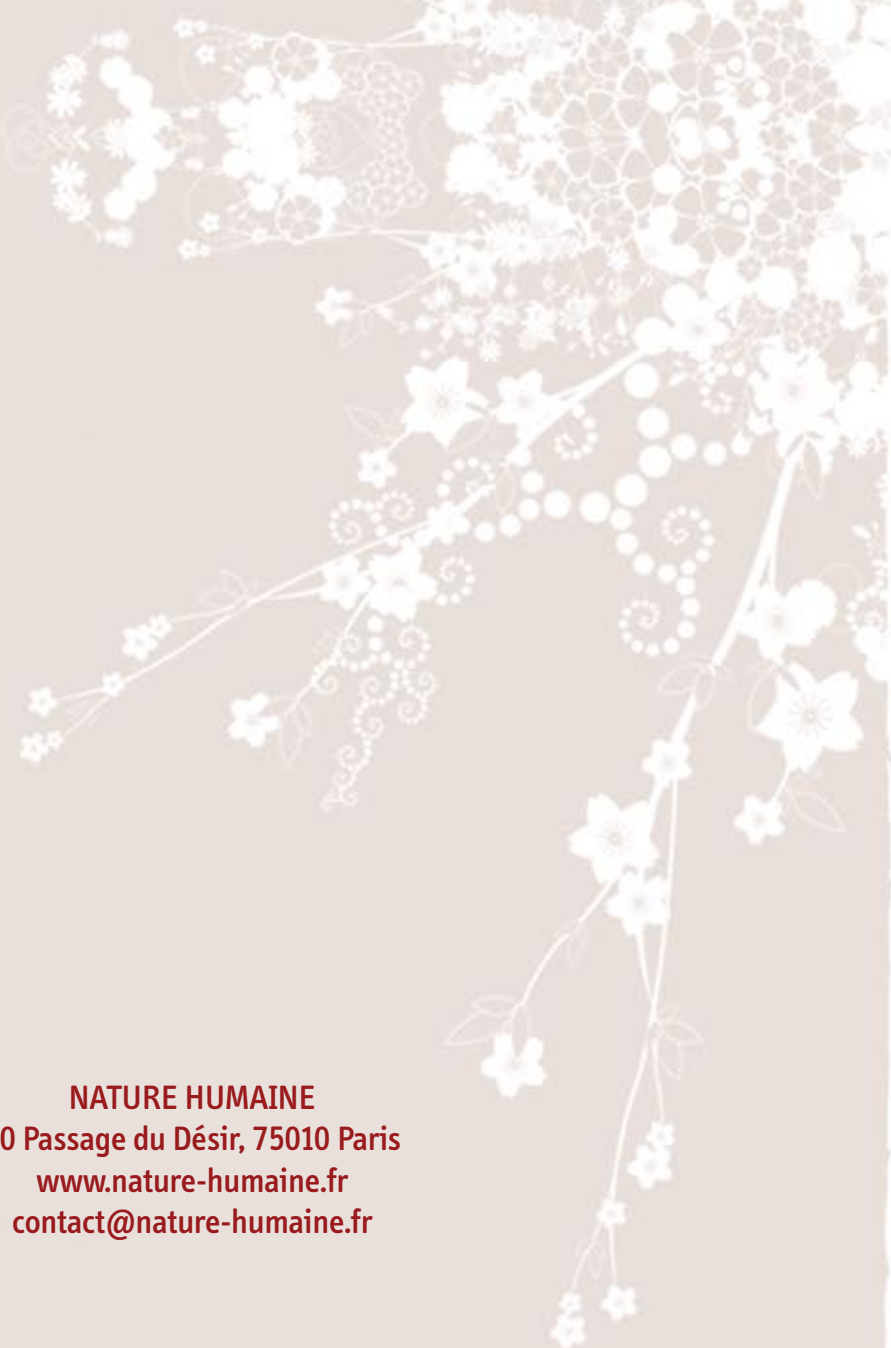
Abonnement

La Lettre est gratuite. Il est possible de s'abonner et de se désabonner sur le site de Nature Humaine. www.nature-humaine.fr/abonnement.

Soutient de Nature Humaine

L'association finance cette Lettre par les dons de ses membres et les subventions. Il est possible de soutenir l'association, et même d'en devenir membre, en se rendant sur son site Internet :

<http://www.nature-humaine.fr/membresetbenevoles>.



NATURE HUMAINE
40 Passage du Désir, 75010 Paris
www.nature-humaine.fr
contact@nature-humaine.fr

La lettre Nature Humaine est soutenue par :

